

Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 2 février 2016 :

PRESENTS :

MM. Galant J., Bourgmestre, **Présidente**,
Caulier G., Horny D., D'Haese-Leuridan M.,
Demoustiez A., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Robette-Delputte F.,
Decamps P., Delhay J., Chanoine V., Dessilly
V., Decoster C., Egels E., Petit N., **Conseillers**,
Gillard S., **Directeur général**.

Excusés : Desmet-Culquin B., Breuse E.,
Senecaut M., Vanderkel A.

**Mme Mauroy-Moulin-Stalpaert intègre la
séance au point 2**

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 22 décembre 2015 – partie
publique – **approbation**.

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve avec 15 voix « pour » et une « abstention », le procès-verbal de la séance
du 22 décembre 2015, partie publique**

Mme Mauroy-Moulin-Stalpaert intègre la séance

2. **Finances** – Modification budgétaire n°2 de l'exercice 2015 du Budget communal,
services ordinaire et extraordinaire, réformée par les autorités de tutelle en date
du 22 décembre 2015 – **information**

L'Echevin des Finances transmet les détails de cette information à l'assemblée.

*Monsieur Delhay met en évidence qu'une fois de plus, le recours à un crédit spécial
de recettes est pointé du doigt par les autorités de tutelle, et ce malgré la position
défendue et revendiquée par la majorité. Il souligne notamment que la tutelle
recourt au terme « illégalité », et estime que cette réformation de la modification
budgétaire rétablit une certaine réalité dans ce dossier. Il exhorte par conséquent
les membres du Collège communal à accorder la prudence qui s'impose dans le
suivi des finances communales.*

L'Echevin des Finances confirme à Monsieur Delhayé que le Collège communal fait preuve de la prudence qui s'impose dans le suivi de la santé financière de la Commune et, tout en rappelant que non seulement la circulaire budgétaire autorise formellement le recours à ce crédit spécial de recettes, mais aussi que le compte communal 2015 n'a fait l'objet d'aucune remarque à ce propos, il conclut en indiquant que la question relative à la création d'une provision sera à nouveau analysée une fois le compte communal revenu approuvé par les autorités de tutelle.

3. Finances – Budget des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2016, du CPAS de Jurbise – approbation

Monsieur Delhayé demande si le plan de répartition des demandeurs d'asile a été pris en compte dans l'élaboration du budget 2016 du CPAS.

Le Président du CPAS et la Présidente lui confirment que suite aux informations reçues du Gouvernement fédéral, informations qui doivent encore être confirmées et faisant état d'une demande de prise en charge de 6 demandeurs d'asile, l'impact financier de cette prise en charge a bien été pris en considération par le CPAS lors de l'élaboration de son budget.

**LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,
Approuve avec 15 voix « pour » et 2 « abstention » , le budget des services ordinaire et extraordinaire, exercice 2016, du CPAS de Jurbise**

**4. Finances – Dotation communale à la Zone de secours Hainaut Centre :
confirmation quant au montant de dotation pour l'exercice 2016 et quant à la
proportion de contribution pour les exercices 2017, 2018, 2019 et 2020 –
ratification**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la décision du 10 novembre 2015 du Conseil de la Zone de secours Hainaut centre (ci-après « la Zone ») ayant pour objet la répartition des dotations communales pour 2016 et la fixation des proportions relatives des dotations communales jusqu'en 2020 ;

Vu l'arrêté du Gouverneur de la Province du Hainaut du 15 décembre 2015 fixant la répartition des dotations communales à la Zone pour l'année 2016 ;

Vu la décision du 6 janvier 2016 du Collège de Zone par laquelle celui-ci entend solliciter le retrait de l'arrêté susvisé du Gouverneur ;

Considérant qu'à titre principal, l'article 68 de la loi du 15 mai 2007 prévoit que le montant des dotations communales à la Zone est arrêté par le Conseil de Zone sur base d'un accord intervenu entre les différents Conseils communaux ;

Qu'à titre subsidiaire, à défaut d'un tel accord, il appartient au Gouverneur de fixer unilatéralement le montant des dotations communales ;

Considérant que, le 10 novembre 2015, le Conseil de Zone a, d'une part, fixé le montant des dotations communales pour l'année 2016 et, d'autre part, attribué à chaque commune des pourcentages échelonnés indiquant la proportion relative de sa contribution au financement de la Zone par rapport au total des dotations communales ; que les pourcentages ainsi attribués à chaque commune le sont jusqu'à l'année 2020 ;

Considérant que cette décision a été soumise à l'accord des Conseils communaux ;

Considérant que l'ensemble des Conseils communaux n'a pas marqué son accord quant à la décision du Conseil de Zone du 10 novembre 2015 ;

Que, dès lors, le Gouverneur a pris un arrêté fixant le montant des dotations communales pour 2016 ;

Que plusieurs communes ont introduit un recours auprès du Ministre de l'Intérieur à l'encontre de cet arrêté ;

Considérant que, lors de la réunion du Collège de Zone du 6 janvier 2016, à laquelle ont participé les Bourgmestres des communes en désaccord avec la décision du Conseil de Zone du 10 novembre 2015, des éclairages et des explications relatifs à la décision du 10 novembre 2015 ont été fournis aux intéressés ;

Que, sur base de ces éclairages et de ces explications, la décision du Conseil de Zone du 10 novembre 2015 sera à nouveau examinée par les Conseils communaux en désaccord, ce dans les plus brefs délais ; qu'il ressort en effet des débats que les Bourgmestres intéressés sont désormais en possession des explications et justifications que leurs Conseils communaux respectifs considéraient manquantes ;

Que l'unanimité de l'accord des Conseils communaux étant désormais probablement acquise, le Collège de Zone a sollicité du Gouverneur, le 6 janvier 2016, qu'il retire son arrêté du 15 décembre 2015 ;

Que le retrait de cette décision aurait pour conséquence que les recours introduits à son encontre deviendraient sans objet ;

Considérant cependant qu'au regard de l'article 68 de la loi du 15 mai 2007, seul un accord incontestable entre les Conseils communaux permettra au Gouverneur de retirer son arrêté, laissant ainsi libre cours à l'autonomie communale ;

Considérant dès lors qu'il convient, dans le souci de garantir à l'accord des Conseils communaux une sécurité juridique optimale, de réitérer l'accord quant au montant de la dotation communale pour 2016 fixé dans la décision du Conseil de Zone du 10 novembre 2015 et de marquer l'accord du Conseil communal quant à la proportion relative de la dotation communale pour les années 2017, 2018, 2019 et 2020;

Considérant que la confirmation de la Commune ayant été sollicitée pour le 31 janvier 2016 au plus tard, le Collège communal a pris, en séance du 11 janvier 2016, la décision de principe de réitérer cet accord, ainsi que de marquer l'accord communal quant à la proportion relative de la dotation communale pour les années 2017 à 2020 ;

Considérant que ces deux décisions de principe du Collège communal doivent désormais être soumises pour ratification au Conseil communal ;

Sur proposition du Collège communal, en sa séance du 11 janvier 2016 ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} . : De ratifier la décision du Collège communal du 11 janvier 2016, par laquelle la Commune de Jurbise décide de marquer son accord quant au montant de la dotation communale pour 2016 fixé dans la décision du Conseil de Zone du 10 novembre 2015, lequel s'élève à 672.547,38€.

Article 2. : De ratifier la même décision du Collège communal du 11 janvier 2016, par laquelle la Commune de Jurbise décide de marquer son accord quant aux pourcentages échelonnés de 2,0421750% pour l'année 2017, 1,8717415% pour l'année 2018, 1,8328248% pour l'année 2019 et 1,7954933% pour l'année 2020, qui correspondent à la proportion relative de la dotation communale dans le total des dotations communales.

Article 3. : De transmettre un exemplaire de la présente délibération à la Zone de Secours Hainaut centre ainsi qu'à Monsieur le Directeur financier, pour disposition.

5. **Personnel** – Modification du Règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise (articles 26 à 45 et annexe 1 du Règlement de travail) découlant de l'intégration des dispositions de la *Loi du 28 février 2014 complétant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail quant à la prévention des risques psychosociaux au travail dont, notamment, la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail* – adoption

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la Loi du 8 juillet 1976 organique des Centres publics d'action sociale, et notamment son article 26bis §2 relatif à la concertation avec la Commune ;

Vu la Loi du 28 septembre 1984 pris en exécution de la Loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le Règlement de travail du personnel communal non enseignant, adopté par le Conseil communal en sa séance du 1^{er} mars 2011 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 3 novembre 2015 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 3 novembre 2015 ;

Attendu qu'il est proposé de modifier les articles 26 à 45, ainsi que l'annexe 1, du Règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, afin d'intégrer dans celui-ci les dispositions de la *Loi du 28 février 2014 complétant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail quant à la prévention des risques psychosociaux au travail dont, notamment, la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail* ;

Attendu qu'il est par la même occasion proposé d'actualiser la numérotation du Règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, ainsi que les coordonnées de la Personne de confiance et du Conseiller en prévention, tant au sein du Service Interne pour la Prévention et la Protection au travail que celles du Conseiller en prévention – aspects psychosociaux ;

Après en avoir délibéré ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'adopter les modifications proposées aux articles 26 à 45, ainsi qu'à l'annexe 1, du Règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, afin d'intégrer dans celui-ci les dispositions de la *Loi du 28 février 2014 complétant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail quant à la prévention des risques psychosociaux au travail dont, notamment, la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail.*

Article 2. - D'actualiser la numérotation du Règlement de travail du personnel communal non enseignant de la Commune de Jurbise, ainsi que les coordonnées de la Personne de confiance et du Conseiller en prévention, tant au sein du Service Interne pour la Prévention et la Protection au travail que celles du Conseiller en prévention – aspects psychosociaux.

Article 3. - De transmettre, pour approbation, un exemplaire de la présente décision aux autorités de tutelle.

6. **Secrétariat** – Délibération du Conseil de l'Action sociale du 18 novembre 2015 adoptant les modifications du Règlement de travail du personnel du CPAS de Jurbise découlant de l'intégration des dispositions de la *Loi du 28 février 2014 complétant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail quant à la prévention des risques psychosociaux au travail dont, notamment, la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail* –
approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil Communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'Administration.

Vu la loi organique des C.P.A.S. du 8 juillet 1976, notamment ses articles 27 §1, 33, 37, 42 alinéa 7, 46, 84 §1er, 111 et 112;

Vu le décret du 23 janvier 2014 du Parlement wallon , modifiant certaines dispositions de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B.

06.02.2014), et notamment les articles 111 et 112 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale (M.B. 17.10.2011);

Vu la circulaire du 28 février 2014 du Ministre wallon des pouvoirs locaux et de la ville concernant la tutelle sur les actes des centres publics d'action sociale et des associations visées au chapitre XII de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de concertation entre la Commune et le CPAS en date du 3 novembre 2015 ;

Vu le protocole d'accord dressé à l'issue de la réunion du Comité de négociation syndicale en date du 3 novembre 2015 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Action sociale du 18 novembre 2015 adoptant, à l'unanimité, les modifications du Règlement de travail du personnel du CPAS de Jurbise découlant de l'intégration des dispositions de la *Loi du 28 février 2014 complétant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail quant à la prévention des risques psychosociaux au travail dont, notamment, la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail* ;

Considérant que cette disposition ne viole pas la loi et ne porte pas atteinte à l'intérêt général ;

Après en avoir délibéré;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1: D'approuver la délibération du 18 novembre 2015 du Conseil de l'Action Sociale du CPAS de Jurbise adoptant les modifications du Règlement de travail du personnel du CPAS de Jurbise découlant de l'intégration des dispositions de la *Loi du 28 février 2014 complétant la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail quant à la prévention des risques psychosociaux au travail dont, notamment, la violence et le harcèlement moral ou sexuel au travail* .

Article 2: De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur Financier pour disposition, ainsi qu'aux Autorités du CPAS de Jurbise.

7. Secrétariat – Règlements complémentaires sur le roulage : organisation de la circulation des véhicules a la Servitude de la Drève à Erbisoeul – approbation

Monsieur Delhaye se fait l'écho de la proposition de Madame Senecaut de prévoir le placement d'un panneau de signalisation « Stop » à la sortie du parking de l'Ecole d'Erbisoeul, proposition qui reçoit l'assentiment de l'assemblée.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Considérant l'ouverture du nouveau bâtiment de l'école communale d'Erbisoeul ;

Considérant une utilisation optimale et sécuritaire du parking du nouveau bâtiment de l'école communale d'Erbisoeul ;

Considérant qu'il convient de réglementer le sens de circulation des usagers de la voie publique à cet endroit;

Considérant qu'il est indispensable de prendre certaines mesures afin de garantir la sécurité des usagers de la voirie ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er :: Dans la Servitude de la Drève, autour de l'espace herbeux existant en son centre, la circulation est interdite, à tout conducteur, dans le sens horlogique.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C1 et F19.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

**8. Secrétariat – Règlements complémentaires sur le roulage : organisation du stationnement des bus scolaires à l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean –
approbation**

Monsieur Delhaye demande si la concrétisation de ce projet aura un quelconque impact sur la capacité du parking aux abords de l'Ecole. Les Echevins des Travaux et de l'Enseignement lui répondent par la négative, l'emplacement ici prévu étant situé sur la rue du Bois de Genly, le long des classes.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu la problématique liée au stationnement de certains véhicules empêchant le passage et la libre circulation des bus scolaires dans la rue du Bois de Genly à Masnuy-Saint-Jean ;

Considérant la nécessité de réserver un emplacement pour les bus scolaires à l'école communale de Masnuy-Saint-Jean;

Considérant qu'il est indispensable de prendre certaines mesures afin de garantir la sécurité des enfants lors de l'embarquement et du débarquement à l'école communale de Masnuy-Saint-Jean ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er :: Dans la rue du Bois de Genly, le stationnement est réservé aux bus scolaires, du côté et le long du pignon de l'école communale de Masnuy-Saint-Jean, sur une distance de vingt mètres.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9d avec panneau additionnel reprenant la mention « BUS SCOLAIRES » et flèche montante « 20m ».

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

9. Secrétariat – Règlements complémentaires sur le roulage : stationnement à la rue du Moustier à Jurbise – approbation

Monsieur Delhay demande si l'interdiction de stationnement ici prévue, qui pourra être levée à l'occasion de festivités, pourra également l'être en cas de festivités organisées par l'Ecole Léon Maistriaux. La Présidente lui répond par l'affirmative, mettant en exergue les bonnes relations entretenues avec la Direction de cette Ecole.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Considérant la problématique liée au stationnement à la rue du Moustier à certains moments de la journée et plus particulièrement lors des cours du soir dispensés à l'établissement scolaire situé à la rue du Moustier n°3 ;

Considérant l'espace nécessaire pour la giration des bus communaux afin de regagner leur lieu de travail ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre certaines mesures afin de garantir la sécurité des usagers de la voirie ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er :: Dans la rue du Moustier, le stationnement est interdit, du côté impair, à l'opposé de l'accès au Service des Travaux de la Commune de Jurbise, sur une distance de 25 mètres, décalés vers la RN 56.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

10. **Secrétariat** – Règlements complémentaires sur le roulage : dangerosité du virage de la rue de la Centenaire à Erbaut – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Considérant la dangerosité liée à la situation du virage situé à la rue de la Centenaire à Erbaut ;

Considérant qu'il convient de renforcer la sécurité à cet endroit ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre certaines mesures afin de garantir la sécurité des usagers de la voirie ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er :: Dans la rue de la Centenaire, la chaussée est divisée en deux bandes de circulation :

- le long du n°121 ;
- entre les n°125 et 124.

Article 2 : Ces mesures seront matérialisées par le tracé d'une ligne blanche axiale continue amorcée par trois traits discontinus.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

**11. Secrétariat – Règlements complémentaires sur le roulage : stationnement à la rue Valère Letot à Herchies, à destination des personnes à mobilité réduite–
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Considérant la nécessité de réserver un endroit de stationnement aisé destiné aux personnes à mobilité réduite sur la rue Valère Letot, voirie relativement étroite et dont les habitations riveraines ne bénéficient pas toutes d'emplacements de stationnement privés ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre certaines mesures afin de garantir la sécurité des usagers de la voirie ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er :: Dans la rue Valère Letot, le stationnement est interdit, du côté impair, sur une distance de trois mètres, à hauteur de l'accès piétons et arrière du n°21.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par le tracé d'une ligne jaune discontinue.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

12. Secrétariat – Règlements complémentaires sur le roulage : carrefour formé par les rues de Ghlin et du Vieux Chemin à Jurbise – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu la loi relative à la police de la circulation routière ;

Vu le règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Considérant la dangerosité du carrefour situé à l'angle formé par les rues de Ghlin et du Vieux Chemin à Jurbise ;

Considérant l'implantation rapprochée des habitations par rapport au carrefour ;

Considérant qu'il convient de renforcer la sécurité à cet endroit ;

Considérant qu'il est indispensable de prendre certaines mesures afin de garantir la sécurité des usagers de la voirie ;

Considérant que la mesure s'applique à la voirie communale ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er :: A l'angle formé par les rues de Ghlin et du Vieux Chemin, la circulation est canalisée par une zone d'évitement striée latérale rendant le carrefour perpendiculaire.

Article 2 : Cette mesure sera matérialisée par les marques au sol appropriées.

Article 3 : Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre Wallon des Travaux Publics.

13. Secrétariat – Désaffectation de trois modules préfabriqués de l'école d'Erbisoeul – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Attendu que l'Administration communale a acquis, durant la période allant de 1995 à 2002, au total six modules préfabriqués à destination des écoles communales ;

Attendu que depuis la construction de l'aile « Pierre Coran » de l'école d'Erbisoeul en 2015, trois de ces modules ne sont plus utilisés ;

Vu la volonté du Collège communal de procéder à la revente des modules dont les numéros de série sont PK3240504, PK3240047 et PK3240503 ;

Attendu que ces trois modules doivent être désaffectés du Patrimoine Communal ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la désaffectation des modules dont les numéros de série sont PK3240504, PK3240047 et PK3240503, du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : de transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition, ainsi qu'à la compagnie d'assurance Belfius pour suites voulues.

14. Marchés publics – Marchés publics 2016 – Mode de passation des marchés –
Délégation au Collège Communal pour la réalisation de marchés publics financés
par des articles prévus au service ordinaire, ainsi que pour la réalisation de
marchés publics portant sur des investissements relevant du service
extraordinaire, d'un montant unitaire inférieur à 15.000 € HTVA et dont l'objet
vise la réalisation de petits travaux, la réalisation de prestations d'auteur et de
coordinateur de projet ou l'acquisition de fournitures diverses – **approbation**

Monsieur Delhaye demande si les montants des articles extraordinaires listés dans cette délibération sont bien les montants totaux prévus pour ces articles. L'Echevin des Finances lui répond par l'affirmative.

Monsieur Delhaye fait également remarquer que, dans l'avis de légalité annexé au projet de délibération, il est fait égard au concept d' « urgence impérieuse », qui permettrait au Collège communal de réaliser des marchés publics à l'extraordinaire quand certaines circonstances le justifient. Monsieur Delhaye fait remarquer que ce concept n'est défini nulle part, et demande s'il ne serait pas opportun de prévoir dans la délibération du Conseil qu'en cas de recours à cet argument de l'urgence impérieuse, le Conseil communal devrait en être averti dès sa prochaine séance.

Le Directeur général précise à l'assemblée que cette disposition figure telle quelle dans le Décret wallon : que celle-ci figure dans la délibération ou non, le Collège communal qui use de cette disposition de l'urgence impérieuse doit en informer le Conseil communal dès sa plus prochaine séance.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3, en son §1^{er} relatif aux compétences du Conseil Communal, et en ses §2 et §3, relatifs à la faculté du Conseil communal de déléguer au Collège communal certaines compétences pour des dépenses relevant du budget ordinaire ou extraordinaire;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Revu la délibération du Conseil communal du 7 mai 2013, accordant une délégation au Collège communal pour les marchés publics relatifs à la gestion journalière ;

Revu également la délibération du Conseil communal du 10 février 2015, accordant une délégation au Collège Communal pour la réalisation de marchés publics portant sur de petits investissements relevant du service extraordinaire, d'un montant unitaire inférieur ou égal à 8.500 € HTVA et dont l'objet vise l'acquisition de petits matériels, la réalisation de prestations d'auteur de projet ou l'acquisition de fournitures diverses ;

Vu le *Décret régional wallon du 17 décembre 2015 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux et provinciaux* ;

Attendu qu'il découle de ce Décret du 17 décembre 2015 que le Conseil communal peut déléguer au Collège communal ses compétences relatives au choix du mode de passation et à la fixation des conditions des marchés publics et concessions de travaux et services, pour des dépenses relevant du budget ordinaire ;

Attendu qu'à travers ce même Décret, et en réaction à un arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} avril 2015, le Gouvernement wallon a supprimé toute référence à la notion de « gestion journalière » de la Commune, cette nuance – qui se retrouvait notamment dans la délibération du Conseil communal du 7 mai 2013 – s'avérant par conséquent dénuée de tout fondement et ne trouvant plus à s'appliquer ;

Attendu qu'une telle délégation doit permettre au Collège communal de répondre de manière plus rapide et efficace à certains besoins du quotidien, tout en respectant la réglementation en matière de marchés publics ;

Attendu qu'il découle de ce même Décret du 17 décembre 2015 que le Conseil communal peut également déléguer au Collège communal ses compétences relatives au choix du mode de passation et à la fixation des conditions des marchés publics et concessions de travaux et services, pour des dépenses relevant du budget extraordinaire ;

Attendu toutefois que cette possibilité n'est envisageable qu'à l'égard de certaines procédures de marché public ne dépassant pas un seuil maximal fixé par le Décret du 17 décembre 2015, et dépendant du chiffre de population de la Commune ;

Attendu que la population jurbisienne ne dépassant pas les 15.000 habitants, le seuil qui trouve à s'appliquer pour la Commune de Jurbise s'élève à 15.000 € HTVA ;

Attendu que l'Administration Communale prévoit différentes acquisitions, différentes prestations et différents travaux à imputer au service extraordinaire du budget 2016;

Attendu que pour ces acquisitions et leur mise en œuvre, il est proposé de recourir aux marchés publics par procédure négociée sans publicité, par procédure négociée directe avec publicité ou par procédure négociée par facture acceptée ;

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'entretien, au remplacement ou à la réparation de divers appareils en place dans les bâtiments communaux, tels qu'imprimantes, copieurs, serveurs, ordinateurs, chaudières,...;

Attendu qu'en matière de sécurité pour le personnel ouvrier, le Collège Communal doit entretenir et acquérir des vêtements de travail et du matériel destiné à protéger le personnel dans son travail quotidien (gants, casques, masques,...), et procéder aux aménagements nécessaires afin de garantir la sécurité du personnel ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il peut être opportun de remplacer le plus rapidement possible le matériel usé ou endommagé afin de ne pas altérer le bon fonctionnement des services communaux;

Attendu qu'en cours d'exercice, il s'avère régulièrement nécessaire de procéder à la désignation d'auteurs de projet et de coordinateurs sécurité-santé, qui seront chargés d'élaborer des dossiers d'adjudication se rapportant à des travaux d'entretien de voirie, d'égouttage, de curage ou encore de rénovation de bâtiments communaux ;

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'évolution croissante de la population scolaire et pour ce faire, acquérir du mobilier et du matériel scolaire dans des délais réduits;

Attendu que les salles culturelles communales sont particulièrement sollicitées et qu'il est régulièrement nécessaire d'y effectuer des aménagements et des réparations afin de garantir leur utilisation continue, et ce dans des conditions optimales ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il est parfois nécessaire de réaffecter certains locaux dans le cadre de la réorganisation des services communaux, et pour ce faire, d'acquérir du mobilier de bureau;

Attendu qu'il y a lieu de maintenir en état le patrimoine local de la commune (voiries, parcs et jardins, bâtiments, signalisation...) et pour ce faire d'acquérir du mobilier urbain et de voirie;

Attendu que dans un souci d'économies d'échelles et de respect de la réglementation en vigueur, le Collège Communal souhaite acquérir ces différents services et fournitures, ou procéder à la réalisation de ces travaux, en respect des procédures de marché public;

Attendu que conformément aux dispositions et seuils établis par le *Décret du 17 décembre 2015 modifiant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux et provinciaux*, les investissements à l'extraordinaire visés par la présente délibération seront inférieurs au montant de 15.000 € HTVA.;

Attendu que les crédits budgétaires obligatoires, pour la réalisation de ces marchés publics, ont été approuvés dans le cadre du budget 2016 par le Conseil Communal en séance du 22 décembre 2015 ;

Considérant dès lors qu'il s'avère opportun de proposer au Conseil Communal de donner délégation au Collège Communal pour les procédures de marché public suivantes, qui seront réalisées à l'extraordinaire :

<u>Articles (service extraordinaire)</u>	<u>Libellés</u>	<u>Montant</u>
- 100/74298 :20160037.2016 :	Achats de matériels de bureau – Agents constatateurs	5.000€
- 104/74298 :20160016.2016 :	Achats de matériel de téléphonie	5.000€
- 104/74151 :20160018.2016 :	Acquisition de mobilier de bureau	10.000 €
- 104/74253 :20150004.2016 :	Acquisition de matériel informatique	110.000 €
- 104/72560 :20160057.2016 :	Système de fermeture automatique du grillage	15.000€
- 360/74198 :20160038.2016 :	Acquisition de boxes grillagés	25.000€
- 421/73360 :20160067.2016 :	Honoraires travaux entretien de la voirie exercice 2016	10.000€
- 421/73360 :20160053.2016 :	Honoraires rénovation Rue Valère Letot	35.000€
- 421/73560 : 20160010.2016 :	Matériaux de voirie - 2016	30.000 €
- 421/74551 :20160042.2016 :	Maintenance extraordinaire du matériel de transport et d'exploitation	30.000€
- 423/74152 : 20160011.2016 :	Signalisation routière petit matériel d'équipement	15.000 €
- 482/73360 :20160030.2016 :	Honoraires curage cours d'eau	3.000 €
- 722/72360 : 20160022.2016 :	Divers aménagements dans les écoles	140.000 €
- 722/73360 :20160068.2016 :	Honoraires aménagement sanitaire école d'Herchies	20.000€

- 722/74253 :20160063.2016 :	Acquisition de matériel informatique dans les écoles	5.000€
- 762/72160 :20160043.2016 :	Aménagement entrée salle de Vacresse	20.000€
- 762/73360 :20160049.2016 :	Honoraires démolition et reconstruction Foyer culturel	5.000€
- 762/73360 :20160064.2016 :	Honoraires auteur projet étude ventilation salle Galant	10.000€
- 762/74198 :20160056.2016 :	Acquisition de mobilier de bureau, mobilier divers	20.000€
- 764/72360 :20160014.2016 :	Eclairage parcours Vita	40.000€
- 764/73360 :20160045.2016 :	Honoraires éclairage des terrains du FC Vacresse	5.000€
- 764/73360 :20160035.2016 :	Honoraires éclairage parcours Vita	4.000€
- 764/72260 :20160047.2016 :	Construction et aménagement d'un garage	15.000€
- 764/73360 :20150089.2016 :	Honoraires construction vestiaires et cafétéria Vacresse	35.000€
76401/73360 :20150089.2016 :	Honoraires coord. construction vestiaires et cafétéria Vacresse	5.000€
- 773/72360 : 20160026.2016 :	Mise en valeur de la Fontaine Locquet	10.000 €
- 835/73360 :20160036.2016 :	Honoraires audit énergétique crèche Erbisoeul	7.000€
- 878/72460 : 20160028.2016 :	Travaux maintenance Bât. cimetières	15.000 €
- 878/72554 :20160064.2016 :	Acquisition de cellules columbarium	15.000€
- 930/52251 :20150043.2016 :	Numérotation des immeubles	30.000€

Attendu qu'il est demandé au Conseil Communal de déléguer au Collège Communal, sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la réalisation des marchés susmentionnés;

Attendu qu'il est proposé au Conseil Communal de fixer comme procédure pour la réalisation des marchés susmentionnés, la procédure négociée sans publicité, la procédure négociée directe avec publicité ou la procédure négociée par facture acceptée ;

Attendu que cette délégation, pour des dépenses prévues au service extraordinaire, ne vaut que pour les marchés d'un montant hors TVA inférieur à 15.000 € HTVA et dont les crédits, repris ci avant, ont été approuvés par le Conseil Communal en séance du 22 décembre 2015 ;

Attendu que cette délégation ne sera d'application qu'une fois le budget 2016 approuvé par les autorités de tutelle ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 11 janvier 2016, obtenu en date du 20 janvier 2016 et qu'il s'avère favorable ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 11 janvier 2016,

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er :

D'approuver la délégation du Conseil communal au Collège communal, conformément à l'article L1222-4, §1 et §2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de ses compétences relatives au choix du mode de passation et à la fixation des conditions des marchés publics et concessions de travaux et services, pour des dépenses relevant du budget ordinaire.

Article 2 :

D'approuver la délégation du Conseil communal au Collège Communal, conformément à l'article L1222-4, §1 et §3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, de ses compétences relatives au choix du mode de passation et à la fixation des conditions des marchés publics et concessions de travaux et services, pour des dépenses relevant du budget extraordinaire, dont le montant, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à moins de 15.000 € et dont les crédits de dépenses ont été approuvés via le budget 2016 en séance du Conseil Communal du 22 décembre 2015.

Article 3 :

Il sera passé des marchés publics dont le montant unitaire, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à moins de 15.000 EUR et ayant pour objet l'acquisition des fournitures suivantes :

- 100/74298 :20160037.2016 :	Achats de matériels de bureau – Agents constatateurs	5.000€
- 104/74298 :20160016.2016 :	Achats de matériel de téléphonie	5.000€
- 104/74151 :20160018.2016 :	Acquisition de mobilier de bureau	10.000 €
- 104/74253 :20150004.2016 :	Acquisition de matériel informatique	110.000 €
- 104/72560 :20160057.2016 :	Système de fermeture automatique du grillage	15.000€
- 360/74198 :20160038.2016 :	Acquisition de boxes grillagés	25.000€
- 421/73360 :20160067.2016 :	Honoraires travaux entretien de la voirie exercice 2016	10.000€
- 421/73360 :20160053.2016 :	Honoraires rénovation Rue Valère Letot	35.000€

- 421/73560 : 20160010.2016 : €	Matériaux de voirie - 2016	30.000
- 421/74551 :20160042.2016 :	Maintenance extraordinaire du matériel de transport et d'exploitation	30.000€
- 423/74152 : 20160011.2016 :	Signalisation routière petit matériel d'équipement	15.000 €
- 482/73360 :20160030.2016 : 3.000 €	Honoraires curage cours d'eau	
- 722/72360 : 20160022.2016 : €	Divers aménagements dans les écoles	140.000
- 722/73360 :20160068.2016 :	Honoraires aménagement sanitaire école d'Herchies	20.000€
- 722/74253 :20160063.2016 : 5.000€	Acquisition de matériel informatique dans les écoles	
- 762/72160 :20160043.2016 :	Aménagement entrée salle de Vacsse	20.000€
- 762/73360 :20160049.2016 :	Honoraires démolition et reconstruction Foyer culturel	5.000€
- 762/73360 :20160064.2016 : 10.000€	Honoraires auteur projet étude ventilation salle Galant	
- 762/74198 :20160056.2016 : divers 20.000€	Acquisition de mobilier de bureau, mobilier divers	
- 764/72360 :20160014.2016 : 40.000€	Eclairage parcours Vita	
- 764/73360 :20160045.2016 : 5.000€	Honoraires éclairage des terrains du FC Vacsse	
- 764/73360 :20160035.2016 : 4.000€	Honoraires éclairage parcours Vita	
- 764/72260 :20160047.2016 : 15.000€	Construction et aménagement d'un garage	
- 764/73360 :20150089.2016 :	Honoraires construction vestiaires et cafétéria Vacsse	35.000€
76401/73360 :20150089.2016 :	Honoraires coord. construction vestiaires et cafétéria Vacsse	5.000€
- 773/72360 : 20160026.2016 :	Mise en valeur de la Fontaine Locquet	10.000 €
- 835/73360 :20160036.2016 : 7.000€	Honoraires audit énergétique crèche Erbisoeul	
- 878/72460 : 20160028.2016 : €	Travaux maintenance Bât. cimetières	15.000
- 878/72554 :20160064.2016 : 15.000€	Acquisition de cellules columbarium	
- 930/52251 :20150043.2016 : 30.000€	Numérotation des immeubles	

Article 4 :

Les marchés dont question à l'article 3 seront passés par procédure négociée sans publicité, par procédure négociée directe avec publicité ou par procédure négociée par facture acceptée lors du lancement de la procédure, conformément à la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et à ses arrêtés d'exécution. Sauf impossibilité, 3 prestataires au moins seront consultés dans le cas de recours à une procédure négociée sans publicité ou à une procédure négociée par facture acceptée.

Article 5 :

La division en lot n'est applicable que pour consulter des prestataires spécifiques aux fournitures, services ou travaux demandés, mais la valeur globale de l'ensemble des lots du marché devra être inférieure à 15.000 € HTVA.

Article 6 :

D'annexer la présente résolution au mandat de paiement de chaque dépense réalisée.

Article 7 :

De transmettre la présente résolution à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

15. Marchés publics – MP TC UREX 07.4 relatif au *relighting* des bâtiments de l'Administration communale – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Monsieur Delhaye fait part des réserves habituelles par rapport à cette procédure et la suivante, qui pourraient, selon le Groupe PS, faire l'objet d'une procédure globalisée et non de deux procédures scindées.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Relighting du Château communal de Jurbise" a été attribué à IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7.4 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 31.716,21 € hors TVA ou 38.376,61 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que le montant provisoirement promis le 13 juin 2014 s'élève à 23.574,13 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/724-60 (n° de projet 20160051) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit pourra être augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 18 décembre 2015, obtenu le 22 janvier 2016 et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide avec 15 « voix » pour et 2 « abstentions » :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° TC UREX 7.4 et le montant estimé du marché "Relighting du Château communal de Jurbise", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 31.716,21 € hors TVA ou 38.376,61 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante, à savoir le SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/724-60 (n° de projet 20160051).

Article 5. - Ce crédit pourra faire l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**16. Marchés publics – MP TC UREX 07.6 relatif au *relighting* des bâtiments annexes de l'Administration communale – mode de passation, conditions et CSCh –
approbation**

Sur base de la même remarque que celle édictée au point précédent par Monsieur Delhaye,

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 2, 1° d (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Relighting des bâtiments annexes à la Maison communale de Jurbise" a été attribué à IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant le cahier des charges N° TC UREX 7.6 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 77.349,36 € hors TVA ou 93.592,73 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par le SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes, et que le montant provisoirement promis le 13 juin 2014 s'élève à 63.887,09 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/724-60 (n° de projet 20160051) et sera financé par emprunt et subsides ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit pourra être augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

Considérant que l'avis de légalité du Directeur financier a été sollicité en date du 18 décembre 2015, obtenu le 22 janvier 2016 et qu'il s'avère favorable ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide avec 15 « voix » pour et 2 « abstentions » :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° TC UREX 7.6 et le montant estimé du marché "Relighting des bâtiments annexes à la Maison communale de Jurbise", établis par l'auteur de projet, IDEA, Rue de Nimy, 53 à 7000 MONS. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 77.349,36 € hors TVA ou 93.592,73 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante, à savoir le SPW - Direction générale opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, du

Logement, du Patrimoine et de l'Energie - Département de l'Energie et du Bâtiment durable, avenue Prince de Liège 7 à 5100 Jambes.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 104/724-60 (n° de projet 20160051).

Article 5. - Ce crédit pourra faire l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**17. Marchés publics – MP 2016-01-SG relatif à la fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration – mode de passation, conditions et CSCh –
approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25, et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des fournitures pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-01-SG relatif au marché “Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration” établi par le Directeur général ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 132.792,00 € hors TVA ou 160.678,32 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise et des Fabriques d'Eglise implantées sur la Commune, et ce jusqu'à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits à l'exercice ordinaire du budget 2016, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503, 72201/12503, 72202/12503, 72203/12503, 767/12503, 762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703 ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 12 janvier 2016, obtenu le 15 janvier 2016 et qu'il s'avère positif ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016-01-SG et le montant estimé du marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration", établis par le Directeur général. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 132.792,00 € hors TVA ou 160.678,32 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 3. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir au nom du CPAS de Jurbise et des Fabriques d'Eglise implantées sur la Commune, et ce jusqu'à l'attribution du marché. En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 4. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 5. - De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'exercice ordinaire du budget 2016, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503,

72201/12503,72202/12503, 72203/12503,767/12503,762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703.

Article 6. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

18. Marchés publics – MP 2013-10-SG-RP relatif à la désignation d'un auteur de projet pour la création d'un parking sur terrain communal – recours à une procédure négociée sans publicité en application de l'article 26 §1, 2°, a) de la Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services – approbation

Monsieur Delhaye demande s'il s'agit d'un nouveau dossier, ce à quoi la Présidente lui répond par la négative, ce point s'inscrivant dans le cadre du dossier de permis unique. Monsieur Delhaye ne comprend toutefois pas le lien existant entre le dossier de parking, la mission ici sollicitée auprès du Hainaut Ingénierie Technique et le dossier de permis unique. La Président lui précise que le relevé topographique sollicité auprès du prestataire permettra une meilleure intégration du parking dans le dossier de permis unique.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services , ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la procédure de marché public 2013-10-SG-RP relative à la désignation d'un auteur de projet pour la création d'un parking sur terrain communal, attribuée au prestataire Hainaut Ingénierie Technique (HIT), sis rue Saint-Antoine 1 à 7021 Havré ;

Vu la demande de permis d'urbanisme introduite par la Commune de Jurbise pour l'aménagement d'un parking de 198 places, ainsi que l'aménagement de ses abords, dans l'enceinte du parc communal de Jurbise sis 8 rue du Moustier et cadastré section A, n°88 ;

Vu le refus de permis décidé le 20 juin 2014 par le Fonctionnaire délégué de la Région Wallonne ;

Vu le recours introduit par la Commune de Jurbise à l'encontre de ce refus, en date du 18 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2015 du Ministre Di Antonio, Ministre en charge de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal, confirmant la décision du Fonctionnaire délégué et décidant du refus du permis d'urbanisme sollicité par la Commune ;

Vu la décision du 7 juillet 2015 du Conseil communal de Jurbise, décidant d'initier une procédure de marché public 2015-21-SG-MD devant aboutir à la désignation d'un auteur de projet chargé de l'élaboration d'un dossier de permis unique portant, d'une part, sur la création d'un parking communal aux abords de la Salle culturelle Jacques Galant, et d'autre part, sur l'adaptation des conditions d'exploitation de la même Salle culturelle ;

Vu la décision du 12 octobre 2015 du Collège communal de Jurbise, désignant le bureau Atelier d'Architecte Van Oost (AAVO), sis avenue du Haureu 1 à 7700 Mouscron, comme adjudicataire de la procédure 2015-21-SG-MD ;

Considérant qu'afin d'appuyer le bureau AAVO dans l'élaboration d'un dossier complet de permis unique, il est proposé d'adapter la mission du HIT afin d'y inclure la réalisation d'un levé topographique de l'ensemble du site ;

Considérant que, conformément à l'article 26 §1, 2°, a) de la *Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services*, « *il peut être traité par procédure négociée sans respecter de règle de publicité lors du lancement de la procédure lorsque des travaux ou des services complémentaires ne figurant pas dans le projet initialement envisagé ni dans le marché initial sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution de l'ouvrage ou du service tel qu'il y est décrit, à condition que l'attribution soit faite à l'adjudicataire qui exécute ledit ouvrage ou les services et que le montant cumulé des marchés attribués pour les travaux ou services complémentaires n'excède pas cinquante pour cent du montant du marché principal :*

- (...) *lorsque ces travaux ou services, quoique séparables de l'exécution du marché initial, sont strictement nécessaires à son perfectionnement* » ;

Considérant que la présente proposition découle du refus, par le Ministre Di Antonio, du permis d'urbanisme pour l'aménagement d'un parking de 198 places, ainsi que l'aménagement de ses abords, dans l'enceinte du parc communal ;

Considérant que ce refus de permis d'urbanisme a conduit la Commune de Jurbise à élaborer un dossier de permis unique portant, entre autres, sur l'aménagement d'un parking, de ses abords et d'une voirie le desservant ;

Considérant la volonté de la Commune de Jurbise de rencontrer, à travers le dossier de permis unique qui sera élaboré, les diverses remarques émises par le Ministre Di Antonio dans l'arrêté du 20 avril 2015 évoqué plus haut, et notamment de veiller à une meilleure intégration du projet de parking dans l'environnement immédiat ;

Considérant que les prestations complémentaires ici envisagées, à savoir la réalisation d'un levé topographique de l'ensemble du site, permettront l'ajout de données de mesure utiles et nécessaires à l'élaboration d'un dossier de permis unique précis, complet et conforme à la réalité ;

Considérant en outre qu'une partie non négligeable de la mission de levé topographique portera sur la parcelle envisagée pour l'aménagement d'un parking, ainsi que sur ses abords et sur la voirie qui le desservira ;

Considérant qu'une partie de cette mission s'avère indispensable afin de consolider l'aspect du dossier portant précisément sur l'aménagement d'un parking, de ses abords et de sa voirie ;

Considérant enfin que le recours à un autre prestataire serait potentiellement source de difficultés en termes de coordination entre les différents prestataires impliqués ;

Considérant que la valeur des prestations complémentaires s'élève à 1% de la valeur finale des travaux, soit 25% en plus que la valeur du pourcentage d'attribution ;

Considérant que les montants nécessaires ont été prévus au service extraordinaire du budget communal, exercice 2015, article 762/73360.2016 (n° projet 20150085) ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1^{er}. - D'approuver la proposition consistant à confier à Hainaut Ingénierie Technique (HIT), sis rue Saint-Antoine 1 à 7021 Havré, la réalisation de prestations complémentaires relatives à l'établissement d'un levé topographique de l'ensemble du site du parc communal, dans le cadre de la confection d'un dossier de permis unique au bénéfice de la Commune.

Article 2. - D'approuver l'attribution de cette procédure au Hainaut Ingénierie Technique (HIT), sis rue Saint-Antoine 1 à 7021 Havré, en application de l'article 26 §1, 2°, a) de la *Loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services*.

Article 3. - D'approuver le coût des prestations complémentaires au montant de 1% de la valeur finale des travaux. Les montants nécessaires sont prévus au service extraordinaire du budget communal, exercice 2015, article 762/73360.2016 (n° projet 20150085).

Article 4 .- De transmettre un exemplaire de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

19. Marchés publics – MP 2016-XD-01 relatif à la rénovation de la toiture de la salle Jacques Galant – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

Monsieur Delhaye demande les raisons pour lesquelles il est ici proposé de recourir à une procédure d'adjudication ouverte alors que, compte tenu des montants estimés des travaux, il serait possible de recourir à une procédure négociée sans publicité.

L'Echevin des travaux et le Directeur général lui précisent que le dossier a été établi par un auteur de projet, qui a proposé ce mode de passation ; qui plus est, l'adjudication ouverte est régulièrement plébiscitée à partir du moment où le CSCh qui a été établi par les architectes ne contient que le seul critère du prix pour départager les soumissionnaires.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 24 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Vu la décision du Collège communal du 29 juin 2015 relative à l'attribution du marché de conception pour le marché "Rénovation de la toiture de la salle des fêtes "Jacques Galant" à Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehaut, 176 à 7050 Jurbise ;

Considérant le cahier des charges N° 2016/XD/01 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehault, 176 à 7050 Jurbise ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 36.586,00 € hors TVA ou 44.269,06 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par adjudication ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 762/724-60 (n° de projet 20160058.2016) et sera financé par emprunt ;

Considérant que l'avis de légalité, référencé 03/2016, du Directeur financier a été sollicité en date du 13 janvier 2016, obtenu le 19 janvier 2016, et qu'il s'avère positif ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016/XD/01 et le montant estimé du marché "Rénovation de la toiture de la salle des fêtes "Jacques Galant"", établi par l'auteur de projet, Deroubaix Xavier, Chaussée Brunehault, 176 à 7050 Jurbise. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 36.586,00 € hors TVA ou 44.269,06 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir l'adjudication ouverte comme mode de passation du marché.

Article 3. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 4. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 762/724-60 (n° de projet 20160058.2016).

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

20. Marchés publics – Auteur de projet pour les travaux d'entretien extraordinaire de voirie – Exercice 2016 – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-01-RP relatif au marché "Auteur de projet pour les travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2016" établi par le Service Travaux;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/733-60 (n° de projet 20160067);

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016-01-RP et le montant estimé du marché "Auteur de projet pour les travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2016", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 6.611,57 € hors TVA ou 8.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/733-60 (n° de projet 20160067).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

**21. Marchés publics – Coordinateur de sécurité pour les travaux d'entretien
extraordinaire de voirie – Exercice 2016 – mode de passation, conditions et CSC
– approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 8.500,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2016-02-RP relatif au marché “Coordinateur de Sécurité pour les travaux d'entretien extraordinaires de voirie - Exercice 2016” établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 826,45 € hors TVA ou 1.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée par facture acceptée ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/733-60 (n° de projet 20160067) ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l'unanimité :

Article 1er. - D'approuver le cahier des charges N° 2016-02-RP et le montant estimé du marché "Coordinateur de Sécurité pour les travaux d'entretien extraordinaire de voirie - Exercice 2016", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 826,45 € hors TVA ou 1.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 2. - De choisir la procédure négociée par facture acceptée comme mode de passation du marché.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2016, article 421/733-60 (n° de projet 20160067).

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

- 22. Travaux** – Limites parcellaires de la propriété cadastrée Section B numéro 3f avec la voirie communale, dénommée rue de Sirault à Herchies. Approbation du procès-verbal de bornage – **approbation**

Le Conseil Communal, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal;

Vu le décret relatif à la voirie communale adopté le 6 février 2014, par le Parlement wallon, et plus particulièrement son article 3 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1123-23 relatif aux compétences du Collège communal et plus particulièrement le point 6° précisant que le Collège communal est chargé des alignements de la voirie en se conformant, lorsqu'il en existe, aux plans généraux adoptés par l'autorité supérieure ;

Vu que l'Atlas des chemins vicinaux fait partie des plans généraux adoptés par l'autorité supérieure ;

Considérant le dossier introduit initialement par Mr. Jean-François Meunier, géomètre expert, représentant le Cabinet de Géomètres Meunier SPRL, au nom des propriétaires du bien sis à 7050 Herchies, rue de Sirault 36 ;

Considérant que Mr. Jean-François Meunier a dressé le plan référencé “2014/069 Devos”, visant à approuver les nouvelles limites privées et publiques, concernant la parcelle ;

Considérant que la largeur de l’assiette de voirie au droit de la parcelle sise à 7050 Herchies, cadastrée en Section B numéro 3f de la rue de Sirault, est mentionnée sur le plan référencé « 2014/069 Devos » conformément aux données du plan n° 13 de l’Atlas des chemins vicinaux de l’ancienne commune d’Herchies ;

Considérant que les bornes privées 14, 15 et 20 définissant les limites entre le domaine privé et le domaine public ont été placées ;

Considérant qu’au droit de la parcelle sise à 7050 Herchies, cadastrée en Section B numéro 3f de la rue de Sirault, il n’y a pas de borne communale fixant la limite entre les limites privées et publiques ;

Considérant que l’avis du Service Technique communal a été recueilli et s’avère favorable à la proposition ;

Considérant que l’approbation du Conseil communal concernant le plan référencé “2014/069 Devos”, définissant les nouvelles limites privées et publiques, est requise afin de clôturer la procédure ;

LE CONSEIL COMMUNAL, décide à l’unanimité :

Article 1er. - D'approuver le plan de bornage référencé “2014/069 Devos”, dressé le 1er septembre 2015 par Mr. Jean-François Meunier, géomètre expert, représentant le Cabinet de Géomètres Meunier SPRL, ledit plan reprenant les nouvelles limites entre la parcelle sise à 7050 Herchies, cadastrée en Section B numéro 3f de la rue de Sirault, et la voirie publique dénommée rue de Sirault.

Article 2. - De faire apposer la signature officielle de la Commune de Jurbise sur le plan de bornage.

Article 3. - De renvoyer ledit plan auprès du Cabinet de Géomètres Meunier SPRL, sis rue Albert Ie 12 à Jurbise.

23. Enseignement – Prestations de serment de trois membres du personnel enseignant

LE CONSEIL COMMUNAL reçoit les prestations de serment de Mmes Dethier, Tartarin et Dufour. Celles-ci, tour à tour, prêtent le serment suivant : « Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du Peuple belge ».

24. Question(s) orale(s).

Pour le Groupe PS, Madame Petit pose la question suivante :

« Nous avons été interpellés par un riverain concernant l'état de la Gernante. Nous nous sommes rendus sur place et avons constaté, photos à l'appui, que de nombreux branchages jonchent le lit et entravent ainsi le bon écoulement du cours d'eau. Il serait nécessaire de réaliser des travaux d'entretien (enlèvement, curage). La commune a-t-elle prévu de les réaliser? Dans la positive, dans quel délai? »

L'Echevin des Travaux informe Madame Petit et l'assemblée qu'après une visite sur place, divers déchets (tels que canettes, morceaux de bache agricole ou tapis de voiture) ont effectivement été retirés du lit de la rivière par les ouvriers communaux, au même titre que des petits branchages. Le Service Propreté se rendra sur place afin d'évacuer ces divers déchets. Concernant les branchages, il semble que des arbres – appartenant à un riverain identifié – soient à élaguer : le propriétaire concerné sera sollicité à ce sujet dans les prochains jours.

L'Echevin des Travaux rappelle également à l'assemblée que ce sont les propriétaires riverains qui sont responsables de l'entretien de ce ruisseau de 3^{ème} catégorie, qui traverse leur propriété.

Monsieur Delhaye fait le lien entre ce sujet et l'état d'abandon de certaines maisons, par exemple sur la rue du Bourrelier ou sur la route d'Ath. A sa question, la Présidente lui indique que sauf si des raisons de sécurité publique sont en jeu, la Commune ne dispose d'aucun moyen d'action à l'égard de ces biens.

Monsieur Dessilly précise également, pour revenir sur la question de Madame Petit, que les travaux d'entretien relatifs aux cours d'eau de 3^{ème} catégorie, comme la Gernante, doivent être surveillés par la Province.

Pour le Groupe PS, Madame Petit pose également la question suivante :

« Il nous est revenu que certains couples domiciliés dans l'entité n'ont pas bénéficié du cadeau prévu à l'occasion de leur anniversaire de mariage. Y a-t-il des conditions pour l'octroi ? »

L'Echevine en charge du Troisième Age lui apporte la réponse suivante :

« Madame la conseillère, nous n'avons nullement changé la célébration des noces d'or, de diamant, de brillant ou de platine depuis plus de 20 ans. Nos jubilaires sont dans tous les cas contactés afin de voir avec eux comment ils souhaitent fêter leur jubilé et s'ils souhaitent recevoir les autorités communales. Auquel cas, le Collège communal leur rend visite, les félicite et leur remet un cadeau qu'ils ont choisi : des fleurs, un panier gourmand offert par le CPAS, une assiette souvenir de la Commune et un album de photos.

Nous procédons de la sorte depuis de nombreuses années et nous n'avons jamais dérogé à cette règle qui consiste à contacter tous les jubilaires sans exception. Dans certains cas, les jubilaires ne souhaitent pas recevoir les autorités ni même fêter leurs nocés, ce qui est leur choix.

Depuis quelques années déjà, nous fêtons aussi les couples célébrant leurs nocés d'argent (25 ans de mariage) et dans ce cas, nous les convions à l'Administration communale pour un verre de l'amitié. Un présent leur est également remis. Mais s'ils ne viennent pas, il est évident qu'ils ne reçoivent pas de cadeau... »

Enfin, toujours pour le Groupe PS, Monsieur Delhaye pose la question suivante :

« En sa séance du 22 décembre, le groupe PS a déposé un projet de Charte visant à lutter contre le dumping social. La majorité - tout en paraissant en partager le principe - a souhaité que ce point soit reporté pour permettre une analyse au regard de la circulaire du Gouvernement wallon arrivée fin décembre sur le sujet. Le groupe PS souhaiterait savoir où en est la réflexion du Collège. Ayant été à l'initiative de ce point, il propose qu'un groupe de travail - incluant le PS - soit convoqué pour examiner le nouveau projet de charte avant son passage en séance publique pour s'efforcer de réunir un point de vue partagé sur ce document. »

La Présidente propose de reporter à nouveau ce point, compte tenu de l'absence de réponse obtenue, à ce jour, aux courriers envoyés par l'Administration communale aux Ministres Furlan et Peeters à ce sujet.

Huis clos :

25. Question(s) orale(s).

Aucune question orale n'étant posée, la Présidente lève la séance.

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général

La Présidente,